

Le jeudi 12 décembre 2013 :
Manifestation à Paris en direction du MESR et en régions en direction des préfectures ou des rectorats et des délégations d'organismes

Communiqué intersyndical de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

L'austérité étrangle les universités et les organismes de recherche. Desserrons l'étau !

Le désengagement de l'Etat se traduit par de nombreux gels et suppressions de postes dans les universités et les organismes. Toutes les catégories de personnels sont concernées, enseignants-chercheurs, chercheurs, bibliothécaires, ingénieurs, techniciens, administratifs. De nombreux contrats de CDD ne sont pas renouvelés, malgré les besoins. Le gouvernement sacrifie l'avenir des jeunes qui ne pourront plus postuler aux postes supprimés ou gelés. Les témoignages sur les difficultés budgétaires qui remontent de toutes les universités mettent notamment en question le passage aux Responsabilités et Compétences Elargies et les Partenariats Public/Privé. Certains établissements n'échappent qu'in extremis à une situation de cessation de paiement. Partout, au motif de sauver les formations, les seuils d'encadrement des étudiants sont relevés, on fait pression sur les collègues pour effectuer gratuitement des heures complémentaires ou transformer les heures de cours en heures de TD, on recherche les économies d'échelle dans tous les secteurs. Les étudiants en sont les premières victimes.

Dans les organismes, avec un budget recherche pour 2014 annoncé encore une fois en baisse, on ne renouvelle au mieux qu'une partie des départs. Certains comme l'IRSTEA annoncent une année 2014 sans aucun recrutement, l'IRD prévoit seulement 8 postes au concours chercheurs et aucun en ITA, et le CEA un plan de réduction du nombre de personnels. Tous évoquent des années 2015 et 2016 catastrophiques.

Dans ce contexte de pénurie, les cas de souffrance au travail se multiplient. La mise en place de la loi Fioraso et des communautés d'universités et d'établissements, souvent accompagnée de fusions d'universités, menées au pas de charge, conduiront à des réorganisations et des regroupements de services qui risquent d'aggraver encore les conditions de travail et réduire l'emploi. C'est dans ce contexte aussi que se préparent des modifications statutaires qui maintiennent la possibilité de modulation des services pour les enseignants-chercheurs. Dans ces conditions, le Service public d'Enseignement supérieur et de Recherche n'a plus les moyens d'assurer la qualité de ses missions, au service du plus grand nombre.

En outre, avec le gel du point d'indice depuis 3 ans et le nombre de promotions en baisse, le pouvoir d'achat des personnels titulaires et précaires régresse et nombre d'entre eux, notamment les catégories C et B, sont en voie de paupérisation. La précarité n'est nullement résorbée et peut atteindre 30 à 40 % de l'effectif de certains laboratoires et services.

Il est urgent que la gestion des personnels et de la masse salariale de l'enseignement supérieur revienne au niveau ministériel et que de véritables augmentations des budgets récurrents soient consenties. Cela implique notamment de revenir en profondeur sur la logique du Crédit d'Impôt Recherche, véritable niche fiscale, qui sert aujourd'hui surtout à financer des intérêts privés par des stratégies de contournement fiscal, avant que de servir l'intérêt général. Une telle mesure permettrait de dégager des recettes budgétaires à même de financer le service public et son développement.

Il est temps de réagir !

Les organisations soussignées s'adressent solennellement au gouvernement pour qu'il donne immédiatement aux établissements les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Les organisations soussignées s'opposent aux mesures d'austérité mises en œuvre dans les établissements et appellent les personnels des universités et des organismes de recherche à intervenir collectivement pour s'opposer à toutes les mesures d'austérité budgétaire qui seront présentées dans les conseils d'administration qui vont se tenir ces prochains jours. Assemblées Générales, rassemblements, pétitions, motions, refus de vote ou vote contre les budgets, journées « fac morte ou université en lutte », information à la presse et au public ... Les formes d'action sont multiples et doivent être décidées localement.

Au-delà des initiatives locales indispensables, les organisations appellent à une journée nationale d'action et de grève dans les établissements, laboratoires, formations et services :

- contre l'austérité : pas de suppression d'emplois et arrêt des gels de postes, pour un abondement de la masse salariale permettant de couvrir toutes les dépenses de personnel et des crédits récurrents permettant le fonctionnement des universités et des organismes de recherche,

- retour à une gestion nationale et ministérielle des personnels et de la masse salariale des établissements d'enseignement supérieur,

- pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous et le développement de l'emploi. Il faut notamment la création d'un nombre de postes suffisants pour qu'une réelle possibilité d'intégration soit offerte aux personnels précaires,

- pour revenir sur les réformes de l'ESR mises en œuvre depuis 2005 (loi Pacte pour la Recherche, loi sur les Libertés et les Responsabilités des Universités, loi du 22 juillet 2013 relative à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche....) ,

Le jeudi 12 décembre 2013 :
Manifestation à Paris en direction du MESR
et en régions en direction des préfectures
ou des rectorats et des délégations d'organismes

Les organisations signataires :

CGT (SNTRS, INRA, FERC-Sup), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP), UNSA (SNPTES, SUP-recherche), Solidaires (SUD-Recherche-EPST, SUD-Education), FO (SNPREES)